

CONJONCTURE ECONOMIQUE

Décembre 2022

L'année 2022 a été marquée par un ralentissement généralisé de l'activité économique mondiale sous l'effet notamment des perturbations au niveau du commerce extérieur occasionnées par la guerre de la Russie en Ukraine et par un niveau d'inflation jamais vu depuis plusieurs décennies entraînant un durcissement des politiques monétaires et des conditions de financement.

Sur le plan national, l'environnement a été marqué surtout par les tiraillements politiques et l'accentuation de tensions sociales, ce qui ne favorise guère l'anticipation et l'engagement de tous pour le futur.

De surcroît les perspectives pour la croissance pour les années 2023 et 2024 ne sont pas favorables tant au niveau international qu'au niveau national.

Il en ressort comme l'explicitent les développements qui suivent, un faible niveau d'investissement, une forte remontée de l'inflation et de fortes tensions au niveau de la balance des paiements extérieurs, du budget de l'Etat et de la dette extérieure. Avec néanmoins, quelques signes d'amélioration tels que la croissance encourageante dans certains secteurs et le dynamisme qu'ont connu les investissements directs étrangers (IDE) notamment dans l'industrie.

1. La production : Une reprise qui marque le pas sous l'effet du ralentissement de l'économie mondiale

Les résultats des comptes nationaux trimestriels publiés par l'INS pour le quatrième trimestre de 2022, montrent que l'économie nationale a enregistré une croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) réel au taux de 1,6 % en glissement annuel.

Par rapport au troisième trimestre de la même année, le PIB en volume a augmenté de 0,5 %.

Croissance du PIB en %	I	II	III	IV
Glissement annuel	2.3	2.6	2.9	1.6
Variation trimestrielle	0.6	-0.2	0.4	0.5

Pour l'ensemble de l'année 2022, la croissance moyenne du PIB est évaluée à 2,4%, contre 4,3% en 2021. Ces résultats montrent que la chute du PIB en 2020 (- 8.6%) n'a été que partiellement absorbée, puisque le niveau du PIB réel au quatrième trimestre 2022 est encore inférieur de deux points de pourcentage par rapport à son niveau d'avant la crise sanitaire (dernier trimestre 2019).

Cette évolution du PIB s'explique notamment par la consolidation du rythme de croissance du secteur du textile, habillement et cuirs (14.0%), du secteur des industries mécaniques et électriques (8.0 %), du tourisme (21.2%) et des transports. En revanche certains secteurs enregistrent une croissance négative tels que l'extraction pétrolière la construction, la production et la distribution de l'électricité et du gaz comme le montre le tableau suivant :

Croissance de la valeur ajoutée sectorielle en%	2020	2021	2022
Agriculture, sylviculture et pêche	0.2	-2.5	2.0
Extraction pétrolière et gaz naturel	-1.2	20.2	-10.5
Industries agricole et alimentaire	0.7	-3.5	-0.1

Textile habillement et cuir	-16.2	9.3	14.0
Industrie chimique	-6.3	7.7	1.3
Industrie Mécanique et électrique	-16.5	11.3	8.0
Production et distribution de l'électricité et du gaz	-19.1	7.8	-3.6
Construction	-13.9	7.0	-9.9
Transport et entreposage	-27.6	6.9	10.6
Hébergement et restauration	-44.0	12.6	21.4
Information et communication	1.2	7.4	1.6
Commerce	-4.8	3.6	1.9
Croissance du PIB	-8.6	4.3	2.4

L'analyse de l'évolution de la valeur ajoutée sectorielle permet de distinguer trois groupes de secteurs :

1. Secteurs qui ont enregistré une croissance relativement élevée qu'il importe de consolider. Il s'agit du tourisme, du transport, du textile, habillement et cuir et de l'industrie mécanique et électrique.
2. Secteurs ayant enregistré une baisse de la valeur ajoutée dont notamment l'extraction pétrolière et du gaz naturel, la production et la distribution de gaz naturel et la construction.
3. Secteurs ayant enregistré une croissance faible malgré le potentiel qui peut être exploité tels que l'information et la communication, l'industrie chimique et le commerce.

Il est proposé d'opter à court terme pour une approche sectorielle, notamment pour les groupes 2 et 3, pour identifier des niches d'opportunités et prendre des mesures spécifiques à chaque secteur de manière à relancer rapidement la croissance à partir de 2023. Cela bien sûr, au-delà de la mise en œuvre des réformes structurelles qui permettent d'améliorer le climat des affaires et relancer l'investissement qui constitue le principal moteur de la croissance à moyen terme.

2. Le marché de l'emploi : Le taux de chômage se stabilise mais demeure élevé pour les jeunes, les diplômés du supérieur et les femmes.

Au quatrième trimestre de 2022, la population active s'élève à 4.124.200 individus contre 4160.300 une année auparavant. Selon le genre, les actifs se répartissent à raison de 69 % pour les hommes et 31 % pour les femmes de l'ensemble de la population active.

Le nombre des occupés s'élève à 3.499.600 mille au quatrième trimestre de 2022 contre 4.386.800 au quatrième trimestre de 2021.

Le nombre de chômeurs est estimé à 624.600, le taux de chômage diminue ainsi pour s'établir à 15,2% contre 16,2% au quatrième trimestre de 2021.

Le taux de chômage demeure élevé pour les personnes actives âgées de 15 à 24 ans. Il s'élève à 38,8 %, quoiqu'en légère baisse par rapport à fin 2021 (40,0%). Ce taux est de 38,6 % pour le genre masculin et de 39,1 % pour le genre féminin.

Le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur s'élève à 24 % au quatrième trimestre 2022. Ce taux est de 15,7 % chez les hommes et de 30,8 % chez les femmes.

Le taux de chômage en Tunisie est supérieur à celui enregistré dans certains pays du sud de la méditerranée :

Maroc	T3 2022	11.4%
Algérie	Mai 2022	11.4%
Egypte	T3 2022	7.4%
Turquie	Nov. 2022	11.2%
Tunisie	T4 2022	15.2%

3. L'investissement continue à se situer à un faible palier.

Pour l'ensemble de l'année 2022, les principaux indicateurs ne font pas apparaître une évolution significative de l'investissement.

Les importations des biens d'équipement, importante composante de l'investissement, augmentent de 12% aux prix courants contre 16% en 2021

Pour les intentions d'investissement dans l'industrie et les services, qui donnent une indication significative sur la dynamique d'investissement, les données de l'API font ressortir pour l'année 2022 une baisse au niveau des investissements déclarés dans le secteur industriel de 4.8% et une progression faible des investissements déclarés dans les activités de service de 2.7%.

Pour le secteur industriel, les investissements déclarés ont augmenté dans :

- Le secteur des industries des matériaux de construction, de la céramique et du verre (+16.5)
- Le secteur des industries du cuir et de la chaussure (+222.8%)
- Le secteur des industries diverses (+6.2%)

En revanche, les investissements déclarés dans les autres secteurs ont enregistré des diminutions par rapport à la même période de l'année 2021, ces baisses concernent les secteurs suivants :

- Industries agroalimentaire (-44.3%)
- Industries chimiques (-10.7%)
- Industries du textile et de l'habillement (-5.4%)

Pour le secteur des services, les investissements déclarés dans les activités totalement exportatrices ont enregistré une baisse de 6.9% contre une augmentation de 4% en 2021.

Les dépenses d'investissement de l'Etat enregistrent en 2022, une baisse de 3.3% par rapport à 2021.

L'on relève en revanche, une évolution favorable des IDE en 2022 de 20% par rapport à l'année précédente. Ces IDE sont répartis à hauteur de 22,2% pour les énergies, 58,7% pour les industries manufacturières, 18,7% pour les services et 0,4% pour l'agriculture.

Les IDE ont augmenté de 36.5% dans l'industrie et baissé de 9.3% dans le secteur de l'énergie

En MD	2021	2022	variations (%)
Energie	540.5	490.5	-9.3
Industrie	952.6	1 300.6	36.5

Services	344.9	413.4	19.9
Agriculture	6.8	9.7	42.3
Total IDE	1 844.8	2 214.3	20.0

4. L'inflation poursuit sa remontée.

En décembre 2022, le taux d'inflation augmente à 10,1% contre 6,6% au même mois de l'année précédente, soit le niveau le plus élevé sur plus de trois décennies.

Les produits alimentaires augmentent de 14,6% sur un an. Cette hausse provient principalement de l'augmentation des prix des viandes ovines de 26,3%, des huiles alimentaires de 22,8%, des viandes bovines de 19,5 et des légumes frais de 17,2%.

Les prix des produits manufacturés augmentent, de leur côté, de 10,2% en raison de la hausse des prix des matériaux de construction de 9,4%, des produits de l'habillement de 9,5% et des produits d'entretien courant du foyer de 10,1%.

Le taux d'inflation sous-jacente (hors produits alimentaires et énergie) s'établit à 7,7%. Les prix des produits libres augmentent de 10,9% sur un an. Les prix des produits encadrés augmentent quant à eux de 7,6%. Les prix des produits alimentaires libres ont connu une hausse de 17,3% contre 0,6% pour les produits alimentaires à prix encadrés, au prix d'une forte augmentation des dépenses de compensation.

Les pressions inflationnistes s'expliquent notamment par des facteurs internes en particulier la faiblesse du potentiel de production de l'économie face à une demande progressive qui constitue une source de tension inflationniste, et de facteurs externes dont notamment la montée en flèche des prix de l'énergie, la hausse des prix des produits alimentaires et du coût du transport international en relation avec le conflit russo-ukrainien ainsi que la hausse du dollar.

La plupart des pays du monde ont connu en 2022, une hausse des prix jamais vue depuis quatre décennies. En effet, une inflation à deux chiffres a été enregistrée dans de nombreuses économies. Ce qui a amené la plupart des banques centrales à durcir considérablement leur politique monétaire et à augmenter les taux d'intérêt.

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 9,2% en décembre 2022, contre 5 % une année auparavant selon l'office statistique de l'Union européenne, Eurostat.

Pour l'année 2023, le rapport du FMI sur les perspectives mondiales, publié en octobre dernier, indique que le taux d'inflation mondial pourrait baisser au niveau de 6,5% (contre 8,8% en 2022) en relation avec la poursuite du cycle de resserrement monétaire par la plupart des banques centrales dans le but de juguler l'inflation, outre la détente attendue des prix de l'énergie.

5. Les échanges commerciaux sont marqués par la hausse des importations et le creusement du déficit commercial.

Au terme de l'année 2022, les échanges commerciaux demeurent caractérisés par un rythme plus actif à l'import qu'à l'export. En effet, les exportations ont progressé de 23,4% contre 20,5% durant l'année 2021. Quant aux importations, elles ont évolué plus rapidement avec un taux de +31,7% contre +22% durant l'année 2021.

Suite à cette évolution, le solde commercial s'établit en fin d'année à -25216 MD contre -16210 MD durant l'année 2021 et le taux de couverture a perdu 4,7 points par rapport à l'année 2021 pour

s'établir à 69,5 %. Ce niveau de déficit s'explique essentiellement par le creusement du déficit de la balance énergétique (10 567 MD contre 5 219 MD en 2021) et de la balance alimentaire (2 920 MD contre 1942). L'augmentation du déficit pour ces deux secteurs explique 70 % de l'augmentation du déficit commercial global enregistré en 2022.

En MD	2020	2021	2022	2021/20	2022/21
Exportations	38 705.9	46 654.5	57 573.2	20.5%	23.4%
Importations	51 536.2	62 864.9	82 789.2	22.0%	31.7%
Déficit commercial	12 830.3	16 210.7	25 216.0		
Taux de couverture	75.1%	74.2%	69.5%		

L'augmentation observée au niveau des exportations concerne tous les secteurs comme le montre le tableau suivant :

Accroissement (en %)	2021	2022
Industrie agro-alimentaire	-3.9	34.1
Textile habillement et cuir	14.4	21.0
Industrie mécanique et électrique	21.9	14.5
Mines, phosphate et dérivés	83.2	56.1
Energie	39.0	49.9
Total exportations	20.5	23.4

L'augmentation des importations provient de la hausse enregistrée au niveau des importations de l'énergie (+83.1%), des matières premières et demi-produits (+33%), essentiellement due à la hausse des prix mondiaux du pétrole, des produits alimentaires et des matières premières. Les importations de biens de consommation essentiellement destinées à la réexportation et des biens d'équipement enregistrent en revanche, des augmentations relativement modérées comme le montre le tableau suivant :

Accroissement en %	année2021	année 2022
Energie	29.3	83.1
Matières premières et demis produits	29.7	33.0
Alimentation	12.6	37.5
Biens de consommation	17.0	13.8
Biens d'équipement	16.0	12.0
Total importations	22.0	31.7

La répartition géographique des échanges montre que Le déficit commercial s'explique en grande partie par le déficit enregistré avec certains pays, tels que la Chine (-8532,5 MD), la Turquie (-3958,8 MD), l'Algérie (-3908,4 MD), la Russie (-2758,9 MD), l'Italie (-2302 MD) et l'Espagne (-772,3 MD).

En revanche, la balance commerciale des biens a enregistré un excédent avec d'autres pays, principalement la France (4432,7 MD), l'Allemagne (2944 MD) et la Libye (1899 MD).

6. La situation de la balance des paiements est soumise à de fortes tensions.

Le solde courant de la balance des paiements s'est creusé en 2022 sous l'effet de l'aggravation du déficit commercial, et ce en dépit de la bonne tenue des recettes touristiques et des revenus du travail. Le déficit courant s'élève en effet, à 8,6% du PIB contre 6% une année auparavant.

En MD	2020	2021	2022	2021/20	2022/21
Recettes touristiques	2 030.3	2 337.0	4 279.2	15.1%	83.1%
Revenus du travail	6 657.9	8 617.8	9 468.4	29.4%	9.9 %

Ce niveau de déficit, s'est traduit par des pressions sur les réserves de changes qui se sont établies à fin décembre 2022, à 22,8 milliards de dinars ou 101 jours d'importation, contre 23.3 milliards de dinars fin décembre 2021 ou 136 jours d'importation.

7. Le budget de l'Etat continue à être soumis à de fortes pressions.

Les dernières statistiques disponibles sur l'exécution du budget de l'Etat pour les 11 premiers mois 2022, font ressortir une évolution favorable des recettes de l'Etat (+ 15.1%), notamment, des recettes fiscales (+15.4%) et des dons (813.4 MD contre 44.3 MD durant la même période de 2021) et une hausse des dépenses de 19.0 % contre 9.1% initialement prévue, entraînant une augmentation du déficit budgétaire à 5882.2 MD durant les onze premiers mois de 2022 contre 5296.8 MD durant la même période de 2021.

En MD	11 mois 2021	11 mois 2022	variations (En %)	Rappel loi des finances 2022	
Ressources de l'Etat	28 731.5	35 420.2	23 .5	38 618	15.1
-dont :					
Recettes fiscales	27 079.3	31 676.1	17.0	35 091	15.4
Dépenses de l'Etat	33 885.8	40 321.5	19.0	45 166	9.1
-dont :					
Dépenses d'intervention	6917.5	11 958.5	72.9	14 267	13.4
Dépenses d'investissement	3496.8	3 380.4	-3.3		-6.7
Solde budgétaire hors privatisation	-5 248.7	-5 882.2		- 9 308	

L'augmentation des recettes fiscales concerne notamment les impôts sur les sociétés (+34.2%), la TVA (+16.8%) et les droits de douane (+ 28.1%).

Pour ce qui est des dépenses de l'Etat, l'on note notamment une augmentation des dépenses d'intervention de 72.9%, localisée essentiellement au niveau des carburants (5274.4 MD contre 1202 MD durant la même période de 2021) du fait du renchérissement des produits énergétiques causé par la crise russo-ukrainienne. Le pétrole a été acheté à une moyenne d'environ 100 \$ le baril contre 75 \$ prévus par la Loi des finances 2022.

Pour ce qui est du financement du déficit budgétaire, les réalisations des onze premiers mois ont été marquées par une forte augmentation des crédits intérieurs surtout en fin de période qui s'explique par les difficultés de mobilisation des crédits extérieurs. Ces derniers stagnent pratiquement (+ 0.6 %) se situant 6892.7 MD ne représentant que 54.5 % des ressources d'emprunts extérieurs prévus

par la loi des Finances 2022 (12652 MD actualisé à 11916 MD dans la loi des finances complémentaire).

Le retard dans la conclusion d'un accord de financement avec le FMI, ajouté à la poursuite de la dégradation de la notation du risque souverain de la Tunisie par les agences de rating ont entravé la mobilisation de ressources de financement aussi bien au niveau bilatéral que multilatéral. Il en est résulté des difficultés dans l'exécution du budget de l'Etat et surtout une forte augmentation des engagements de l'Etat vis-à-vis des entreprises notamment celles exerçant dans les secteurs subventionnés.

Toutefois, la conclusion en octobre d'un accord technique entre les services du FMI et les autorités tunisiennes pour appuyer les politiques économiques de la Tunisie par un accord au titre du mécanisme élargi de crédit d'une durée de 48 mois et pour un montant d'environ 1,9 milliard de dollars contribuera à la mobilisation des ressources de financement nécessaires dans la mesure ou avec la finalisation de cet accord la communauté internationale peut apporter une contribution majeure à la réussite du programme en débloquant rapidement des financements supplémentaires.

D'ores et déjà, la baisse des subventions a été programmée dans la loi des Finances 2023 et une révision de la loi sur les entreprises publiques a été promulguée au début de l'année 2023 ce qui pourrait faciliter la conclusion de l'accord avec le FMI et la mobilisation des ressources financières requises

8. Le secteur monétaire et financier.

Les indicateurs monétaires, pour l'année 2022, sont marqués par le niveau de l'activité, et les tensions inflationnistes d'une part et les contraintes au niveau du financement du budget de l'Etat résultant du retard dans la mobilisation des ressources extérieures de financement entraînant un recours massif aux crédits intérieurs en fin d'année.

Ainsi les besoins en liquidités bancaires enregistrent une augmentation du refinancement de la BCT de l'ordre de 47.1% en relation avec la hausse des besoins moyens des banques en liquidité due notamment à l'accroissement significatif de la demande de liquidité par le secteur bancaire suite aux souscriptions massives par les banques aux émissions de Bons du Trésor. Les billets et monnaie en circulation progressent de 9.6%.

Les créances sur l'Etat sont marquées par une augmentation de l'encours des bons de trésor qui s'élève à 24 Milliards de dinars au 30 décembre 2022 avec une augmentation de 122.6% de l'encours des bons de trésor à court terme (7134MD contre 3 205 MD) et une baisse de 0.6% de l'encours des bons de trésor assimilables.

MD	Billets	Refinancement	Bons de trésor	Devises	€/DT	\$/DT
30/09/2021	17 183	10 141	20 177	23 275	3.2788	2.9060
30/09/2022	18 834	14 921	24 004	22 780	3.3118	3.1158
Evolution en %	9.6	47.1	19.0	-2.1	1.0	

Conclusion

La Tunisie subit, à l'instar de tous les pays, l'effet des perturbations au niveau du commerce extérieur occasionnées par la guerre de la Russie en Ukraine et du ralentissement généralisé de la croissance de l'économie mondiale qui en résulte. L'effet de ces perturbations a été particulièrement ressenti

au niveau de l'inflation qui a dépassé le cap des 10 %, l'aggravation du déficit courant de la balance des paiements et surtout les fortes pressions exercées sur le budget de l'Etat en raison de l'importance des dépenses additionnelles notamment au titre de la compensation, et les difficultés rencontrées dans la mobilisation des ressources de financement extérieures, étant précisé que cette situation pourrait s'aggraver en 2023.

Cependant l'année 2022 a été marquée par quelques signes d'amélioration qu'il importe de consolider tels que la croissance encourageante dans certains secteurs et plus particulièrement le tourisme, le textile, habillement et cuir et l'industrie mécanique et électrique ainsi que par le dynamisme qu'ont connu les investissements directs étrangers notamment dans l'industrie.

Par ailleurs la conclusion, en octobre 2022, d'un accord technique entre les services du FMI et les autorités permettra à la Tunisie, une fois approuvé, de bénéficier d'une facilité au titre du mécanisme élargie de crédit pour un montant d'environ 1,9 milliard de dollars. La finalisation de cet accord améliorera la position de la Tunisie sur le marché international et permettra à la communauté internationale d'apporter une contribution majeure à la réussite du programme de réforme en débloquant rapidement des financements supplémentaires.

La plus grande priorité, reste la stimulation de l'investissement, principal moteur de la croissance. Ceci requiert la mise en œuvre de grandes réformes et des restructurations en vue de corriger les distorsions et libérer les énergies pour favoriser une relance sur des bases durables et inclusives. Ceci requiert aussi une nette amélioration du climat politique et social pour favoriser l'anticipation et améliorer l'attractivité du pays.

Au niveau social, il importe de mettre en œuvre des programmes d'accompagnement sous forme notamment de mise en place de filets sociaux pour ceux qui perdent à court terme leur emploi ainsi que le renforcement des programmes de soutien en faveur des familles nécessiteuses.

Mots clés : conjoncture économique Tunisie, bulletin conjoncture du 4^e trimestre 2022